Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
ET DE
L'ALIMENTATION

Secrétariat général **Service des ressources humaines** **Sous-direction de la gestion des carrières et de la rémunération** **78, rue de Varenne** **75349 PARIS 07 SP** **0149554955**	**Note de mobilité** **SG/SRH/SDCAR/2017-657** **03/08/2017**

Date de mise en application : Immédiate
Diffusion : Tout public

Cette instruction n'abroge aucune instruction.
Cette instruction ne modifie aucune instruction.
Nombre d'annexes : 16

Objet : Appel à candidature : 16 postes dans le 2ème cercle

Plusieurs postes sont offerts à la mobilité dite du "2ème cercle" ; les fiches correspondantes mentionnant les personnes à contacter sont jointes en annexe à la présente note.

Agence française pour la biodiversité (AFB) :

- 1 poste de chargé d'études ingénierie de données pour la décision (F/H) (titulaire de catégorie A) à Vincennes (94).

- 1 poste de directeur de la communication (F/H) (titulaire de catégorie A/A+) à Vincennes (94).

Conservatoire du littoral :

- 1 poste d'agent administratif (F/H) (agent contractuel - CDI) au Bourget du Lac (73).

- 1 poste de délégué de rivages adjoint pour la délégation Manche Mer du Nord (F/H) (titulaire de catégorie A ou agent contractuel CDI) à Wimereux (62).

Direction générale de la performance économique et environnementale des entreprises (DGPE) :

- 1 poste d'expert auprès du ministère fédéral allemand chargé de l'agriculture (F/H) (titulaire de catégorie A) à Berlin/Bonn.

- 1 poste d'expert chargé de réseau au secrétariat du GWP (F/H) (titulaire de catégorie A) à Stockholm.

- 1 poste de conseiller pour les affaires agricoles à la délégation permanente de la France auprès de l'OMC (F/H) (titulaire de catégorie A/A+) à Genève.

Parc nationaux :

1 poste de chef de service développement durable au parc national des Cévennes (F/H) (titulaire de catégorie A+) à Florac (48).

Institut français du cheval et de l'équitation (IFCE) :

- 1 poste de directeur du GIP Equivallée (F/H) (titulaire de catégorie A) à Cluny (71).

- 1 poste de directeur de délégation territoriale (F/H) (titulaire de catégorie A) à Chazey sur Ain (01)
(cette fiche de poste annule et remplace celle publiée en annexe de la note de mobilité SG/SRH/SDCAR/2017-559 – niveau de classement parcours professionnel porté de 2 à 3).

FranceAgriMer (FAM) :

- 1 poste d'adjoint au responsable de la mission « Audit interne » (F/H) (titulaire de catégorie A) à Montreuil (93).

- 1 poste de chef du pôle contrôles et aides nationales (F/H) (titulaire de catégorie A) à Lille (59).

- 1 poste de responsable de l'unité élevage (F/H) (titulaire de catégorie A) à Limoges (87).

Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (ANSES) :

- 1 poste de technicien de laboratoire en microbiologie des aliments (F/H) (agent contractuel CDD) à Maisons-Alfort (94).

- 1 poste de directeur de laboratoire (F/H) (agent contractuel CDI, directeur de recherche ou titulaire de catégorie A+) à Angers (49).

- 1 poste de directeur de laboratoire (F/H) (agent contractuel CDI, directeur de recherche ou titulaire de catégorie A+) à Fougères (35).

La sous-directrice de la gestion
des carrières et de la rémunération

Noémie LE QUELLENEC

AGENCE FRANÇAISE POUR LA BIODIVERSITÉ
ÉTABLISSEMENT PUBLIC DE L'ÉTAT

Ministère de la Transition écologique et solidaire
Agence française pour la biodiversité (AFB)

AVIS DE VACANCE DE POSTE

Poste ouvert aux fonctionnaires exclusivement

Classification :	Catégorie A
Fonction :	**Chargé d'études ingénierie de données pour la décision (h/f)**
Affectation :	Direction appui aux Politiques Publiques - Département systèmes d'observation et de données - Service données, géomatique et information
Positionnement hiérarchique :	Sous la responsabilité du chef de service données, géomatique et information
Résidence administrative :	Vincennes (94)
Conditions d'emploi :	Emploi permanent

Description de l'emploi

Contexte :
L'Agence française pour la biodiversité créée le 1er janvier 2017 est un établissement public du ministère de la Transition écologique et solidaire qui exerce des missions d'appui à la mise en œuvre des politiques publiques dans les domaines de la connaissance, la préservation, la gestion et la restauration de la biodiversité des milieux terrestres, aquatiques et marins.

Elle vient en appui aux acteurs publics mais travaille également en partenariat étroit avec les acteurs socio-économiques. Elle a aussi vocation à aller à la rencontre du public pour mobiliser les citoyens en faveur de la biodiversité.

Issue du regroupement de l'Agence des aires marines protégées, de l'Atelier technique des espaces naturels, de l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques et de Parcs nationaux de France, l'Agence française pour la biodiversité est composée de 1 200 agents répartis sur l'ensemble du territoire français en métropole et outre-mer.

Les nombreuses missions confiées à l'Agence s'articulent, au plus près des territoires, au sein de 4 directions métiers, d'une mission communication et d'un secrétariat général.

La Direction de l'appui aux politiques publiques est responsable de l'appui apporté par l'établissement à la conception, l'animation et l'évaluation des politiques publiques de la biodiversité, de l'eau et des milieux marins. Elle apporte un soutien technique et financier aux acteurs publics, privés et associatifs pour la mise en œuvre de ces politiques.

Elle a notamment pour mission de contribuer à la conception, la mise en œuvre et l'évaluation des politiques de l'eau en produisant et en organisant les connaissances sur l'eau, les milieux aquatiques, leurs usages et les services publics d'eau et d'assainissement au sein d'un système d'information (SIE). En particulier, l'Agence apporte son appui technique au Ministère chargé de l'environnement pour le rapportage à la Commission Européenne au titre de la Directive cadre sur l'eau.

Par ailleurs, l'Agence, dans le cadre d'un pôle de recherche, développement et innovation organisé avec le BRGM, le pôle INSIDE, mène des actions d'innovation en interopérabilité des systèmes d'information distribués sur l'environnement.

Le service données, géomatique et information (SDGI) apporte un appui technique transversal (ingénierie de données) à différentes missions thématiques du département systèmes d'observation et de données, en priorité aux Rapportages sur les directives eaux, qui constituent une obligation réglementaire.

Description du poste

Activités principales :

Appui aux Rapportages sur les directives eaux :

- Apporter un appui technique au chargé de mission rapportage, assurer le contrôle et l'administration des données de rapportage, avec l'appui de l'équipe information géographique

- Surveiller le processus de bancarisation, qualifier les données pour leur diffusion

- Assurer la relation technique avec les acteurs du rapportage, tant nationaux (DEB, agences, offices, BRGM …) qu'européens (Wise)

Ingénierie de la donnée pour la décision (mission Données massives pour la décision) :

- Mettre en œuvre des scripts permettant d'assurer des traitements de données

- Répondre aux demandes d'extraction, de contrôle ou de fourniture d'indicateurs

- Animer une communauté autour des outils collaboratifs du département

- Mettre à disposition les données du SIE (via data.eaufrance)

- Participer au réseau de compétences sur le traitement des données

Participation aux travaux d'innovation du pôle Inside :

Participer aux travaux sur les standards de données et sur les modalités d'accès aux données sur l'environnement

Relations liées au poste

Relations internes

Chef du service données, géomatique et information
Chargé de mission Données massives pour la décision:
Chargée de mission Rapportages sur les directives eaux,
Autres chefs de projets et administrateurs de données

Relations externes

Ministère de l'écologie : DEB, SOeS
Agences et offices de l'eau, Dreal, Deal, autres EP (BRGM, Ifremer,…), OIEau, …
Groupes européens de travail (Wise, …)
Groupes GIGE, GVI, GPS, GPA, GCIB et Groupes de travail DCE nationaux
Partenaires du pôle Inside (BRGM, …)

Profil recherché

Fonctionnaire de catégorie A avec une expérience significative dans le domaine du traitement de données.

La connaissance des langages de script et/ou des langages orientés objets serait un plus.

Compétences et qualités requises

Connaissances

• Connaissances en informatique et en traitement de données
• Connaissances générales dans le domaine de l'environnement

Savoir-faire opérationnel

• Pratique de langages de programmation, permettant de réaliser des tests et chargements de données (dont XML et ses formats de transformation XSLT, XQuery)
• Pratique d'un logiciel SIG (QGIS de préférence)
• Connaissances de base en SQL
• Un bon niveau en Access serait un avantage
• Lecture de documentation technique en anglais
• Bonne capacité en anglais oral

Savoir-être professionnel
• Sens de l'organisation
• Autonome
• Rigueur professionnelle

Déposer une candidature

Les personnes intéressées devront adresser leurs candidatures (CV détaillé et lettre de motivation) sous la référence **DAPP/DONNEES/F** par courriel à recrutement@afbiodiversite.fr

La date limite de dépôt des candidatures est fixée au 8 septembre 2017

AGENCE FRANÇAISE POUR LA BIODIVERSITÉ
ÉTABLISSEMENT PUBLIC DE L'ÉTAT

Ministère de la transition écologique et solidaire
Agence française pour la biodiversité (AFB)

AVIS DE VACANCE DE POSTE

A pourvoir par un fonctionnaire exclusivement

Classification :	Catégorie A/A+
Fonction :	**Directeur de la communication (h/f)**
Affectation :	Direction de la communication
Positionnement hiérarchique :	Sous l'autorité du directeur général de l'AFB
Résidence administrative :	Vincennes (94)
Conditions d'emploi :	Emploi permanent à pourvoir à temps complet

Description de l'emploi

Contexte

Établissement public du ministère de la transition écologique et solidaire créé le 1er janvier 2017, l'Agence française pour la biodiversité (AFB) exerce des missions d'appui à la mise en œuvre des politiques publiques dans les domaines de la connaissance, la préservation, la gestion et la restauration de la biodiversité des milieux terrestres, aquatiques et marins.
Elle vient en appui aux acteurs publics et travaille également en partenariat étroit avec les acteurs socio-économiques. Elle a aussi vocation à aller à la rencontre du public pour mobiliser les citoyens en faveur de la biodiversité.

Issue du regroupement de l'Agence des aires marines protégées, de l'Atelier technique des espaces naturels, de l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques et de Parcs nationaux de France, l'AFB est composée de 1 200 agents répartis sur l'ensemble du territoire français, en métropole et outre-mer.
Les nombreuses missions confiées à l'Agence s'articulent, au sein de 4 directions métiers, d'une direction de la communication, d'un secrétariat général, de 10 directions régionales ou interrégionales (regroupant notamment près de 90 services départementaux), 6 antennes de façade et 9 parc naturels marins.

La direction de la communication assure les missions suivantes :

- communication, information et sensibilisation des différents publics sur l'importance pour nos sociétés de la préservation, la restauration et la gestion de la biodiversité,
- communication institutionnelle de l'agence (nationale et territoriale, incluant les parcs naturels marins) ;
- mobilisation citoyenne à travers différents outils et supports (sciences participatives, éducation à l'environnement et au développement durable, outils de participation…) ;
- communication interne ;
- contribution à l'animation de la coordination des politiques de communication des parcs nationaux et leur communication collective dans le cadre du rattachement des parcs nationaux à l'AFB ;

Constituée de 4 services, comptant une vingtaine d'emplois permanents, répartie sur les 3 sites « centraux » de l'AFB (Brest, Montpellier, Vincennes), la direction de la communication dispose d'un budget propre de 1,5 M€.

Description du poste

Mission

Auprès du directeur général, dans un contexte sensible de période d'installation et d'accompagnement au changement d'un nouvel établissement en charge d'une mission stratégique pour son ministère de tutelle, le directeur définit et pilote la stratégie globale de la communication de l'Agence, tant en interne qu'en externe,
en supervise la mise en œuvre, la coordination et l'évaluation.

Activités principales

- Définir et piloter une stratégie globale de communication interne et externe, intégrant tous les champs de la communication (les partenariats, la communication digitale, les réseaux sociaux,...) et leurs outils (plans de communication, canaux de communication, campagnes...).
- Manager une équipe répartie sur plusieurs sites et veiller à sa professionnalisation, mettre en place un réseau de correspondants internes et l'animer.
- Conseiller les directeurs et les équipes en matière de communication, notamment en situation de crise.
- Organiser, coordonner et diffuser les informations relatives aux contributions à la politique de préservation, restauration et gestion de la biodiversité menée par l'AFB en tant qu'opérateur public.
- Coordonner les relations avec la presse et les media.
- Coordonner les démarches participatives permettant la mobilisation citoyenne sur la protection de la biodiversité.
- Mettre en place un dispositif d'évaluation des actions de communication.
- Piloter le budget et suivre l'exécution de la commande publique et des conventions en matière de communication.

Relations liées au poste

Relations internes

La direction générale, les directions métiers et régionales, le secrétariat général

Relations externes

Le ministère en charge de l'écologie, notamment son service communication et sa direction de l'eau et de la biodiversité
Les prestataires divers (agences de com, imprimeurs, graphistes, etc.).
Les partenaires (autres opérateurs publics, associations, ONG,...)

Profil recherché

Fonctionnaire de catégorie A ou A+, justifiant d'une expérience réussie d'au minimum 5 ans dans la communication publique.

Compétences et qualités requises

Savoir-faire

- Elaborer une politique, une stratégie de communication
- Conduire des projets
- Rédiger
- Diriger une structure
- Animer une équipe
- S'exprimer à l'oral
- Etre force de proposition

Savoir-être

- Faire preuve de diplomatie et de conviction
- Avoir le sens de l'innovation et de la créativité
- Être à l'écoute
- Être réactif

Connaissances:

- Techniques de la communication publique et de crise
- Connaissance du secteur de l'environnement et plus particulièrement de la biodiversité
- Maîtriser les outils de communication et de participation du public

Déposer une candidature

Les personnes intéressées devront adresser leurs candidatures (CV détaillé et lettre de motivation) sous la référence **DICOM/F** par courriel à recrutement@afbiodiversite.fr

La date limite de dépôt des candidatures est fixée au 15 septembre 2017

Conservatoire du littoral

FICHE DE POSTE

Le Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres recrute un agent administratif à temps incomplet de 70% (H/F)

Le Conservatoire du littoral, établissement public administratif de l'Etat, acquiert, aménage et confie en gestion des espaces fonciers du littoral et des rivages lacustres en vue de les soustraire à l'urbanisation, de protéger les paysages qu'ils constituent et leur richesse écologique et patrimoniale, tout en les rendant accessibles au public.

Créé en 1975, le Conservatoire protège aujourd'hui près de 200 000 ha situés sur le littoral, dont la moitié en pleine propriété. Son objectif à l'horizon 2050, dit du « tiers naturel », est d'acquérir 240 000 ha en métropole et 70 000 ha outre-mer. Les terrains du Conservatoire sont confiés en gestion aux collectivités territoriales ou à des associations.

Pour réaliser ses missions, le Conservatoire emploie actuellement environ 190 agents, fonctionnaires ou contractuels, au siège à Rochefort et dans les dix « délégations de rivages » réparties sur le littoral (en métropole et outre mer). Ces délégations, qui constituent les services déconcentrés de l'établissement, sont chargées, conformément aux orientations nationales, de négocier l'acquisition des terrains, d'assurer la maîtrise d'ouvrage de travaux sur ces terrains, d'en confier et d'en suivre la gestion.

Description de la délégation

La délégation Lacs du Conservatoire du littoral, localisée au Bourget-du-Lac est actuellement constituée d'un délégué de rivages, d'un agent chargé de l'appui administratif et de quatre chargés de mission ou de projet répartis par grands secteurs géographiques (Alpes du Nord-Jura, Alpes du Sud, Grand Est et Massif Central). Près de 4 000 ha ont été acquis sur les rives des grands lacs, sur 70 sites, pour un programme d'intervention à long terme actuellement fixé à 12 300 ha.

Description du poste

La délégation est chargée de la mise en œuvre de la politique foncière, d'aménagement et de gestion sur les rives des lacs de plus de mille hectares.

L'agent administratif, placé sous l'autorité hiérarchique directe du délégué de rivages, a notamment pour missions :

1) Missions liées au fonctionnement de la délégation
   - Appui administratif pour l'organisation des conseils des rivages et des comités de gestions (mise en forme des dossiers, diffusion des convocations et des comptes-rendus),
   - Gestion du courrier arrivée/départ (dont envois en nombre),
   - Suivi des dépenses de fonctionnement de la délégation,
   - Commandes et suivi des fournitures et du matériel bureautique,
   - Gestion du parc automobile (envoi et suivi des factures, relations avec le siège pour le suivi kilométrique et l'entretien),
   - Gestion des différents contrats : sécurité des locaux, location bureaux et informatique,
   - Permanence téléphonique et renseignements premiers auprès du public,
   - Gestion des factures diverses,
   - Reproduction de documents, archivage,
   - Gestion de la boîte mail générique de la délégation,

- Gestion de la documentation,
- Appui administratif sur des projets de communication ou évènements de communication.

2) Missions liées au foncier
   - Rédaction de courriels et ou de courriers-types de réponse aux notaires, communes et départements concernant les déclarations d'intention d'aliéner (DIA) ainsi que leur suivi (échanges avec collectivités et études notariales)
   - Réalisation et transmission au siège des dossiers de mise en paiement des actes fonciers et des frais afférents.

3) Missions liées à la gestion des déplacements et des plannings des agents
   - Organisation et gestion des déplacements : ordres de mission, commande des billets, mise en paiement des frais
   - Gestion des plannings, des agendas et des fichiers d'adresses
   - Prises de rendez-vous pour le délégué
   - Organisation des réunions d'équipe (prises de dates, préparation des créneaux en visioconférence)

Profil et compétences souhaités

- Niveau BTS secrétariat souhaité
- Sens de l'accueil et des relations humaines
- Maîtrise des logiciels Word et Excel. Connaissance de logiciels PAO de communication appréciée
- Intérêt pour la communication
- Aptitude au travail en équipe
- Autonomie dans le travail
- Bonne expression orale et écrite
- Motivation et capacités d'organisation
- Rigueur et organisation dans le travail

Caractéristiques du poste

Poste de catégorie C, à temps incomplet (70%).
Contractuel en contrat à durée indéterminée.
Les candidats reconnus travailleurs handicapés peuvent accéder à cet emploi.

Lieu d'affectation et date de prise de fonction

Le poste est à pourvoir le **1er octobre 2017.** Il est localisé à la délégation Lacs du Conservatoire du littoral située à Bourget du Lac (73).

Renseignements et dépôt des candidatures

Les dossiers de candidature (CV + lettre de motivation) sont à adresser par courriel ou voie postale **au plus tard le 25 août 2017** à :
Madame la directrice du Conservatoire du littoral
Service des ressources humaines
Corderie Royale - CS 10137
17306 Rochefort cedex
Tél. 05 46 84 72 50

Soit en ligne : www.conservatoire-du-littoral.fr – rubriques : offres d'emplois

Renseignements sur le poste :

M. Jean-Philippe Deslandes, délégué de rivages Lacs – Tél : 04 79 60 76 30
jph.deslandes@conservatoire-du-littoral.fr

Conservatoire du littoral

FICHE DE POSTE

Le Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres recrute le délégué de rivages adjoint pour la délégation Manche Mer du Nord (H/F)

Le Conservatoire du littoral, établissement public administratif de l'Etat, acquiert, aménage et confie en gestion des espaces fonciers du littoral et des rivages lacustres en vue de les soustraire à l'urbanisation, de protéger les paysages qu'ils constituent ainsi que leur richesse écologique et patrimoniale, tout en les rendant accessibles au public.

Créé en 1975, le Conservatoire protège aujourd'hui près de 200 000 ha situés sur le littoral, dont la moitié en pleine propriété. Son objectif à l'horizon 2050, dit du « tiers naturel », est d'acquérir 240 000 ha en métropole et 70 000 ha outre-mer. Les terrains du Conservatoire sont confiés en gestion aux collectivités territoriales ou à des associations.

Pour réaliser ses missions, le Conservatoire emploie actuellement environ 190 agents, fonctionnaires ou contractuels, au siège à Rochefort et dans les dix « délégations de rivages » réparties sur le littoral (en métropole et outre mer). Ces délégations, qui constituent les services déconcentrés de l'établissement, sont chargées, conformément aux orientations nationales, de négocier l'acquisition des terrains, d'assurer la maîtrise d'ouvrage de travaux sur ces terrains, d'en confier et d'en suivre la gestion.

La délégation Manche Mer du Nord basée à Wimereux (62) comprend 10 agents et intervient sur les départements de la Somme, du Pas-de-Calais et du Nord.

Description du poste à pourvoir

En tant que délégué adjoint, il assure la suppléance et l'intérim du délégué, il participe au pilotage et au management de la délégation, il assiste aux réunions de coordination et – le cas échéant – à des missions nationales. Il contribue à la recherche de cofinancements et de partenariats ainsi qu'à la stratégie de communication de la délégation.

En tant que référent territorial « plaine des Flandres et du Calaisis », il représente l'établissement sur l'unité littorale « plaine des Flandres et du Calaisis » et constitue l'interlocuteur principal des gestionnaires, des usagers, des collectivités locales et des services de l'Etat.

Il veille à la bonne mise en œuvre de la stratégie d'intervention de l'établissement dans son territoire de compétence. Pour ce faire, il effectue une veille foncière en s'appuyant sur un réseau local. Il propose au chargé de mission foncier des pistes de prospections et l'accompagne dans le traitement des dossiers d'acquisition en portant une attention particulière aux clauses et aux servitudes.

Il est le garant de la qualité des plans de gestion sur son territoire de compétence. Dans le cas où le plan de gestion est produit par le Conservatoire, il définit une méthode et une procédure. Dans le cas où le plan de gestion est produit par le gestionnaire, il est associé aux réflexions initiales relatives à l'échelle et à la méthode retenues. Il présente les plans de gestion au Conseil de rivages.

En lien avec le chargé de mission travaux, il veille à garantir le bon état des sites. A cet égard, il propose au délégué les investissements nécessaires à la bonne mise en œuvre des missions de propriétaire. Il accompagne le chargé de mission travaux pour la conception et le suivi des travaux, avec qui il a également en charge la mission « bâti », en particulier sa valorisation en relation avec les acteurs privés.

Il veille à la qualité de la programmation budgétaire dans son territoire de compétence, en apportant toutes informations utiles au chargé de mission administration/ressources et organise une ou plusieurs réunions communes avec le gestionnaire.

Par ailleurs, il rédige les conventions de délégation de maîtrise d'ouvrage et les transmets au chargé de mission administration/ressources, encadre les usages en rédigeant les conventions tripartites et en veillant à leur suivi en lien avec le gestionnaire et est l'interlocuteur des gardes du littoral sur son territoire de compétence.

Description des compétences

- Connaissances en matière de politiques publiques d'environnement, d'aménagement du territoire et de politique foncière
- Capacités managériales et qualités relationnelles
- Capacités d'organisation et de prospective
- Aisance pour la prise de parole en public et l'animation de réunions
- Aptitudes au travail en équipe et en réseau
- Aptitudes à la négociation et à la conduite de projet
- Expérience en droit public, gestion administrative et financière
- Grande autonomie, esprit d'initiative, sens des responsabilités.
- Très grande capacité de travail avec un fort engagement professionnel.
- Discrétion et sens de la confidentialité
- Permis B, le poste nécessitant des déplacements fréquents.

Relations hiérarchiques et fonctionnelles

Le délégué de rivages adjoint est placé sous l'autorité du délégué de rivages de la délégation Manche – Mer du Nord du Conservatoire du littoral.
Il est en relation fonctionnelle avec l'équipe de direction et les services nationaux du Conservatoire. Au sein de la délégation, il assure la suppléance du délégué et exerce, pour l'ensemble de son activité une relation fonctionnelle et hiérarchique avec l'ensemble du personnel de la délégation, sans assurer leur évaluation.

Caractéristiques des postes

Poste de catégorie A, fonctionnaire en détachement ou agent contractuel en CDI.
Les candidats reconnus travailleurs handicapés peuvent accéder à cet emploi.

Lieu d'affectation et date de prise de fonction

Le poste est à pourvoir **le 1er octobre 2017.** Il est localisé à la délégation Manche Mer du Nord du Conservatoire du littoral située à Wimereux (62).

Renseignements sur le poste

Emmanuelle TERNY, responsable SRH, Tel 05 46 84 72 67
courriel : e.terny@conservatoire-du-littoral.fr

Dépôt des candidatures

Les dossiers de candidature (CV+ lettre de motivation), accompagnés du dernier arrêté de situation administrative pour les fonctionnaires, sont à adresser **au plus tard le mardi 22 août 2017, délai de rigueur.** :

Soit par courrier à :
Madame la directrice du Conservatoire du littoral
Corderie Royale - CS 10137 - 17306 Rochefort cedex
Tél. 05 46 84 72 50

Soit en ligne :
www.conservatoire-du-littoral.fr - Rubrique offres d'emploi

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation
Direction générale de la performance économique et environnementale des entreprises
Service Europe et International

Locaux des services du ministère fédéral (Berlin / Bonn)

Expert auprès du ministère fédéral allemand chargé de l'agriculture

N° du poste : **Catégorie : A**		
Classement parcours professionnel postes catégorie A : 2	**Groupe RIFSEEP : sans objet**	
Poste vacant **Durée de l'engagement : 1 an, éventuellement prolongeable une fois**		
Présentation de l'environnement professionnel	Mise à disposition auprès de l'ambassade de France en Allemagne au sein du ministère fédéral allemand de l'alimentation, de l'agriculture (Bundesministerium für Ernährung und Landwirtschaft – BMEL) dans le cadre d'échanges entre le ministère de l'agriculture et de l'alimentation (MAA) et son équivalent en Allemagne.	
Objectifs du poste	L'objectif de cette mise à disposition est de permettre à un fonctionnaire français du MAA d'acquérir une expérience directe et approfondie des méthodes de travail de l'administration allemande en matière de politiques agricoles. Cette mission s'inscrit dans une démarche de meilleure compréhension mutuelle et connaissance réciproque des services et un renforcement des synergies et de la coordination existante entre les deux pays dans le volet des politiques agricoles.	
Description des missions à exercer ou des taches à exécuter	Le contenu du poste est défini par accord entre les autorités allemandes et françaises. Plusieurs sujets pourraient faire l'objet d'un suivi particulier, notamment dans le traitement allemand et les possibilités d'échange de pratiques entre les deux pays : mise en œuvre de la politique agricole commune pour la période 2014-2020 et notamment les déclinaisons concrètes aux niveaux national et régional, préparation de la PAC post 2020, les relations franco-allemandes et les relations internationales, le climat et la réduction des émissions de GES, la bio-économie, le bien être animal, la sécurité alimentaire, la forêt, l'agro-écologie, etc.	
Champ relationnel du poste	Agents du ministère fédéral allemand chargé de l'agriculture.	
Compétences liées au poste	**Savoirs**	**Savoir-faire**
	- Maîtrise des langues allemandes et anglaises - Une connaissance de la politique agricole commune serait appréciée	- Capacité d'adaptation - Capacité de travail en équipe, sens des relations humaines
Personnes à contacter	Marc Severac, Chef du bureau de l'Union européenne Tél : 01 49 55 45 10 - marc.severac@agriculture.gouv.fr Frédéric Michel, Sous-directeur Europe Tél : 01 49 55 45 57 - frederic.michel4@agriculture.gouv.fr Frédéric Lambert, Chef du service Europe et International Tél : 01 49 55 46 44 – frederic.lambert01@agriculture.gouv.fr Monique Rousselot, Cheffe de la Mission affaires générales et RH Tél : 01 49 55 49 30 – mobilite-mag-rh.dgpe@agriculture.gouv.fr Une copie du dossier de candidature est à adresser à : Clément de Carheil, Chargé de mission « animation du réseau à l'international » clement.de-carheil@agriculture.gouv.fr).	

Ministère de l'agriculture et de l'alimentation

Direction générale de la performance environnementale des entreprises

Service Europe et International

Global Water Partnership, Stockholm
Fonctionnaire catégorie A
Poste d'expert Chargé de réseau au secrétariat du GWP
Niveau de classement parcours professionnel : 3
Mise à disposition

Réseau international ouvert à toutes les organisations impliquées dans la gestion de l'eau, le GWP aide les pays dans la gestion durable de leurs ressources en eau et appuie la réalisation des plans nationaux de GIRE (Gestion intégrée des ressources en eau). Il intervient sous forme décentralisée à travers 13 partenariats régionaux et 80 partenariats nationaux. Son secrétariat global (GWPO) est basé à Stockholm.

Consciente de l'importance de la gestion de l'eau pour les pays en développement, la France a soutenu le GWP depuis sa création en 1996, afin de contribuer d'abord aux objectifs de développement du millénaire, et à présent aux objectifs du développement durable, dont le 2eme, éradiquer la faim

La stratégie 2014-2019 du GWP définit ses thèmes prioritaires d'intervention : adaptation au changement climatique, nexus sécurité alimentaire-énergie-eau-écosystèmes, gestion des eaux transfrontalières, eaux urbaines.

Le GWPO emploie plusieurs Chargés de réseau (*Network Officers*, NO), responsables de l'appui aux activités du réseau du GWP dans les 13 régions et sur les champs thématiques ci-dessus. Ces NO constituent le lien entre les régions et le Secrétariat de Stockholm, agissent en tant qu'ambassadeur des régions et les accompagnent dans la mise en œuvre de la Stratégie 2014-2019, notamment le développement et la mise en œuvre et des programmes de travail annuels qui lui sont associés.

Missions :

L'expert Chargé de réseau (NO) travaillera à l'interface entre le niveau régional et le niveau global. Personne ressource répondant aux besoins exprimés par les régions et appuyant stratégiquement le développement de l'action du réseau, il développera la stratégie du réseau au niveau global, facilitera les relations inter-régionales, et diffusera l'expertise au niveau global, régional et national.

Il jouera un double rôle régional et thématique :

- Conseil et appui au réseau du GWP dans le développement et la mise en œuvre de la thématique nexus eau-sécurité alimentaire-énergie-écosystèmes ;
- Facilitation et appui aux partenariats régionaux et nationaux dans les régions relevant de ses attributions ;
- Appui stratégique au développement de la contribution du réseau GWP à l'initiative mondiale Jeunesse pour l'Eau et le Climat lancée lors de la COP 21 Climat.

Plus précisément, il sera en charge des activités suivantes :

1. Thématique nexus eau-sécurité alimentaire-énergie-écosystèmes et développement de programmes

- définir un rôle effectif pour le GWP dans la prise en compte des défis du nexus dans le contexte de l'Agenda 2030 à travers une stratégie mondiale et régionale ;
- en collaboration avec les partenariats régionaux et nationaux, et sur la base de la stratégie, développer des projets et programmes particuliers ;
- soutenir le développement de relations avec des partenaires financiers pour la mise en œuvre de ces projets et programmes dans des régions et pays particuliers ;
- en collaboration avec les partenariats régionaux et nationaux, mettre en œuvre les programmes thématiques.

2. Comme Chargé de réseau (NO) pour les partenariats régionaux de l'eau au Secrétariat global du GWP (GWPO)

- appuyer stratégiquement, techniquement et budgétairement les partenariats régionaux, notamment en représentant le SE du GWPO dans les comités régionaux
- coordonner les interventions d'appui des différents services du GWPO auprès des régions (suivi-évaluation, gestion financière, gestion de la connaissance, communication) ;
- représenter le GWP aux événements régionaux et internationaux.

3. Comme coordonnateur pour le réseau GWP de l'initiative mondiale Jeunesse pour l'Eau et le Climat

- assurer le leadership stratégique de l'initiative en lien avec l'ensemble du réseau
- participer à la gouvernance mondiale de l'initiative dans laquelle le GWP joue un rôle majeur avec quelques partenaires

Qualités et expériences requises :

- Formation supérieure en économie, agronomie, sciences de la nature, environnement, sciences sociales et/ou droit international de l'eau, gouvernance, ou équivalent ;
- Expérience de 10 ans minimum, sur plusieurs postes
- Expérience dans le management d'équipes et la gestion de projets complexes
- Expérience dans le champ du enjeux de développement durable, gestion de l'eau et sécurité alimentaire, énergie et écosystèmes dans différents contextes ;
- Expérience en définition et gestion de programmes dans un environnement multi-acteurs, de préférence dans le secteur de l'eau ou de l'environnement ;
- Expérience dans la définition et la mise en œuvre de stratégies d'influence à destination d'organisations internationales, expérience en relations multi-acteurs ;
- Qualités d'organisation et d'analyse, aptitude à hiérarchiser les priorités, forte autonomie et prise d'initiative ;
- Excellentes aptitudes à la communication, comme participant, facilitateur ou animateur, dans un environnement multidisciplinaire ;
- une expérience dans la recherche de financements serait un plus ;
- Capacité à travailler en équipe, dans un environnement pluridisciplinaire et multiculturel, goût pour le changement ; compréhension de situations régionales, politiques et culturelles diverses.
- Expérience dans les pays en développement, ou fort intérêt ;
- bonne capacité rédactionnelle
- Pratique courante de l'anglais écrit et parlé.

Localisation : Secrétariat du GWP, Stockholm, Suède. Déplacements fréquents dans les régions de travail (Afrique de l'Ouest, Afrique Centrale notamment).

Date de prise de poste souhaitée : 1er novembre 2017

Date limite de dépôt de candidature : 1 mois après la publication

Personnes à contacter :

– Héloïse Pestel - Sous-directrice – Sous-direction International – DGPE
Tél 01 49 55 45 08 –mél : heloise.pestel@agriculture.gouv.fr
– Ludovic Larbodière - Chef du Bureau Mondialisation et Sécurité alimentaire – DGPE
Tél : 01 49 55 48 66 – mél : ludovic.larbodiere@agriculture.gouv.fr
– Clément de Carheil - Chargé de mission – DGPE
Tél 01 49 55 48 18 –mél : clement.de-carheil@agriculture.gouv.fr

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation
Direction générale de la performance économique et environnementale des entreprises
Sous-direction Europe - Bureau Négociations commerciales
3 rue Barbet de Jouy, 75349 PARIS 07 SP

Catégorie A/A+
Conseiller pour les affaires agricoles à la délégation permanente de la France auprès de l'OMC
Prise de fonctions : dès que possible

Présentation de l'environnement professionnel	La délégation permanente de la France auprès de l'OMC est chargée de porter la position française au sein de la communauté diplomatique genevoise : elle est en contact avec les instances de l'OMC (secrétariat, groupes de négociations), la représentation de l'Union européenne et les représentants des pays tiers. Elle porte directement la voix de la France dans les domaines non-communautaires (budget, fonctionnement de l'OMC) et défend les intérêts offensifs et défensifs français dans l'élaboration de la position communautaire lors de réunions de coordination. Elle suit également l'évolution des contentieux commerciaux traités par l'Organe de Règlement des Différends. Au sein de la délégation permanente, le Conseiller pour les affaires agricoles est au cœur des négociations concernant les domaines de l'agriculture, de l'environnement, des questions sanitaires et phytosanitaires et des indications géographiques. Il est en contact permanent avec le Secrétariat de l'OMC, ses homologues des autres délégations et l'administration centrale (MAA et DG Trésor).
Objectifs du poste	Le titulaire du poste sera chargé de : • jouer le rôle de relais d'influence de la position française sur les questions agricoles lors des réunions de coordination communautaire et dans ses contacts avec ses homologues des pays tiers • assurer une mission d'information et de veille sur l'ensemble des activités de l'OMC, en particulier sur les cycles de négociation et le système de règlement des différends dans les domaines de l'agriculture, des sujets sanitaires et phytosanitaires ainsi que des thèmes environnement, indications géographiques. • suivre tout autre dossier compatible avec les activités et les centres d'intérêts du MAA, en particulier le suivi de certains dossiers d'accession, en fonction des besoins du poste et des priorités définies localement • rendre compte de ses activités au délégué permanent et aux services centraux avec lesquels il travaille • assurer pour l'administration centrale un rôle de support et d'expertise sur les questions traitées à l'OMC
Description des missions à exercer ou des taches à exécuter	• participer à l'ensemble des réunions au sein des instances communautaires à l'OMC et dans d'autres enceintes genevoises • connaître et suivre l'évolution des négociations, ainsi que la position des différents membres de l'OMC • défendre les positions françaises à l'OMC et les faire connaître par des actions spécifiques (animation de groupes d'influence, accueil de délégations, actions bilatérales) • participer activement à la diffusion des informations relatives aux débats à l'OMC vers le réseau français à l'étranger • connaître et défendre les positions françaises et européennes en matière de promotion du modèle agricole français et européen • mettre en œuvre des actions spécifiques (par exemple organisation de séjours en France de délégués étrangers basés à Genève, proposition de personnalités d'avenir susceptibles d'être invitées en France par le MAA...) • contribuer en tant que de besoin aux réflexions de nature spécifique ou plus stratégique menées en administration centrale sur les questions liées à l'OMC • rédiger sur demande ou d'initiative des notes et analyses sur des thèmes liés à l'OMC

<table>
<tr><td>Champ relationnel du poste</td><td colspan="2">Le titulaire du poste sera amené à travailler en liaison étroite avec les bureaux de la DGPE, la DGAL, la DG Trésor.
Il est également en contact régulier avec la représentation de la Commission européenne à Genève et ses homologues des pays tiers auprès de l'OMC.</td></tr>
<tr><td>Compétences liées au poste</td><td>Savoirs
Maîtrise de l’anglais
Connaissance de la PAC et du fonctionnement des institutions européennes appréciée
Intérêt pour la négociation, avec si possible une expérience dans ce domaine.</td><td>Savoir-faire
Excellent relationnel et capacité à nouer rapidement des contacts avec ses homologues, goût pour la politique d'influence
Dynamisme, esprit d’initiative et réactivité
Rigueur, capacité d'analyse et de synthèse
Qualités rédactionnelles</td></tr>
<tr><td>Personnes à contacter</td><td colspan="2">Frédéric LAMBERT – Chef du service Europe et International
Tél. : 01 49 55 46 44 – frederic.lambert01@agriculture.gouv.fr
Frédéric MICHEL – Sous-directeur Europe
Tél. : 01 49 55 45 57 – frederic.michel4@agriculture.gouv.fr
Une copie du dossier de candidature est à transmettre à la DGPE - Bureau Mondialisation et Sécurité Alimentaire – clement.de-carheil@agriculture.gouv.fr</td></tr>
</table>

Appel à candidature

Chef de service Développement durable

Statut

Poste de catégorie A+ ouvert *exclusivement* aux fonctionnaires.

Le Parc national des Cévennes

Le Parc national des Cévennes couvre près de 3 000 km² avec un cœur protégé habité avoisinant les 950 km². Il est réparti sur 120 communes en Lozère, dans le Gard et aux confins de l'Ardèche, dont 111 sont des communes adhérentes à la charte du Parc. La diversité géologique, les contrastes climatiques et l'escarpement topographique ont fait de ce balcon du sud-est du Massif Central au-dessus de la Méditerranée un carrefour et un refuge pour toutes les formes de vie, du sauvage à l'humain, en étroite osmose.

La force de l'identité culturelle, la grandeur des paysages culturels, et la diversité des formes de vie, héritées de 5 000 ans d'agropastoralisme, lui ont valu successivement un classement en Parc national protégeant l'héritage, en Réserve de biosphère associant conservation et développement, et récemment en Bien du Patrimoine Mondial pour faire perdurer ses paysages agropastoraux évolutifs et vivants.

L'établissement public du Parc national des Cévennes a élaboré avec les partenaires locaux et nationaux, au premier rang desquels les communes, une charte, approuvée par décret du 8 novembre 2013, qui va faire vivre ce triple classement dans un projet de territoire à 15 ans. Il compte au 1er janvier 2017, 78,5 postes (en équivalent temps plein).

Le territoire du Parc national abrite une population de plus de 67 000 habitants. Leur répartition sur les 120 communes est contrastée : zones rurales à faible densité d'une part, secteurs sous influence urbaine d'autre part. Implanté dans une région peu peuplée et soumise pendant plus d'un siècle à un exode intense, le Parc national connaît désormais une dynamique migratoire positive, amorcée dans les années 90.

Le cœur du Parc national qui s'étend sur 55 communes est habité avec environ 700 habitants permanents, chassé et comprend une centaine d'entrées routières.

Il compte 250 lieux-dits habités, plus 50 restaurables et plus d'un millier de bâtiments traditionnels d'origine agricole, certains en usage, la plupart abandonnés. Ce patrimoine exceptionnel, typique de la civilisation agricole du sud Lozère et des Cévennes gardoises, a été principalement façonné par trois roches : le granite, le schiste et le calcaire.

Les activités agricoles et pastorales contribuent à la préservation des milieux ouverts de haute valeur patrimoniale, de la qualité des paysages et de la biodiversité. Permettre le maintien d'une agriculture dynamique sans sacrifier la valeur écologique et patrimoniale du Parc national constitue un enjeu majeur pour l'établissement. Avec environ 400 exploitations agricoles, l'agriculture utilise un quart de la surface du cœur du Parc national.

Le Parc national des Cévennes est aussi un parc majoritairement boisé (près de 70%). La forêt contribue donc significativement à l'économie locale, la filière bois générant de nombreux emplois directs et indirects. En outre, les forêts sont gérées pour leur rôle de protection et de lutte contre l'érosion. Sans remettre en cause ces vocations, le Parc national travaille à garantir une prise en compte de la biodiversité et des paysages dans les actions de gestion sylvicole.

Positionnement du poste au sein du Parc national des Cévennes

Outre la direction et le secrétariat général, l'établissement public est organisé autour de trois services : Connaissance et Veille du territoire / Développement durable / Accueil et Sensibilisation.

Il est présent à Florac avec son siège et sur 4 massifs : Aigoual / Causses-Gorges / Mont-Lozère / Vallées cévenoles.

Le poste de Chef de service *Développement durable* est à pourvoir, avec un rattachement direct à la direction. Il est basé à Florac-Trois-Rivières (48).

Le **service Développement durable** comprend trois pôles : Forêt / Agri-environnement / Architecture-Urbanisme-Paysage et rassemble 18 personnes dont 8 affectés à des massifs. Il est composé au siège, d'une assistante et de 7 chargés de mission, et affectés à des massifs, de 7 techniciens spécialisés (4 sur l'agri-environnement, 2 sur la forêt, 1 sur les travaux) et 2 chargés de mission *Architecture*.

Il a en charge notamment :

- la politique en matière d'eau,
- la politique en matière de chasse et de pêche,
- la politique agri-environnementale, et notamment le soutien à l'agropastoralisme (Pôle Agri-environnement),
- la politique forestière (Pôle Forêt),
- la politique architecturale (Pôle Architecture-Urbanisme-Paysage),
- la politique en matière d'urbanisme (Pôle Architecture-Urbanisme-Paysage),
- la politique de préservation des paysages (Pôle Architecture-Urbanisme-Paysage),
- les travaux relatifs au patrimoine immobilier de l'établissement (Pôle Architecture-Urbanisme-Paysage),
- l'instruction et le suivi complet des demandes d'autorisation, notamment de travaux, dans tous ses domaines

Missions

Placé sous l'autorité hiérarchique de la directrice de l'établissement, **le chef de service *Développement durable*** est basé à Florac-Trois-Rivières au siège du Parc national.

Il a en charge :

- l'élaboration et le pilotage de la politique de l'établissement dans les domaines de compétence de son service,
- la supervision de l'instruction des demandes d'autorisation dans ces domaines, conformément aux modalités d'application de la règlementation du cœur du Parc national,
- la supervision des travaux relatifs au patrimoine immobilier du parc en lien avec le secrétariat général,
- la supervision de l'animation des commissions Agriculture / Forêt / Chasse / Architecture-Urbanisme et Paysage, sous l'autorité de leurs présidents respectifs
- l'encadrement hiérarchique de l'équipe de 17 personnes dont 6 en relation directe (4 A, 1 B, 1C) en veillant à la bonne valorisation des compétences disponibles et le suivi des objectifs individuels,
- la définition et le suivi du budget du service,
- la représentation institutionnelle de l'établissement lors de réunions,
- la relation partenariale sur la définition et la mise en œuvre des politiques du service avec les services déconcentrés de l'Etat et les organismes départementaux ou régionaux,
- la bonne coordination des actions menées par le service à l'échelle du parc et la bonne circulation des informations tant au sein du service qu'avec les autres chefs de service et délégués territoriaux,

- la recherche de réponses adaptées aux besoins du territoire identifiés par les délégués territoriaux, notamment ceux formalisés dans les conventions d'application de la charte passées avec chaque collectivité.

Pour mener à bien ses missions :

- il fait partie du comité de direction de l'établissement. A ce titre, il contribue à l'élaboration de l'ensemble des politiques menées par l'établissement. Avec une bonne connaissance de l'ensemble des interventions de l'établissement public, il apporte à la direction, aux délégués territoriaux et aux autres chefs de service une expertise dans ses domaines.
- il organise une réunion de service tous les 15 jours,
- il veille à assurer un contact régulier avec les représentants des instances de l'établissement public sur les sujets qui le concernent
- il participe aux instances de l'établissement, et en tant que de besoin, à des groupes de travail d'IPAMAC (association des parcs naturels du Massif central), de l'AFB (agence française pour la biodiversité), du Bien inscrit *Les Causses et les Cévennes* Unesco et du réseau des réserves de biosphère.

Pour toutes ces activités, il est amené à encadrer des stagiaires ou des contractuels à durée déterminée.

Des déplacements sont à prévoir tant sur les massifs mais aussi ponctuellement à l'échelle régionale ou nationale.

Compétences recherchées

- Très bonnes compétences en encadrement,
- Très bonne connaissance des politiques publiques d'aménagement du territoire et de développement durable,
- Bonne connaissance du fonctionnement des collectivités territoriales
- Bonnes connaissances des principes de gestion agricole et forestière et des organisations professionnelles de ces secteurs
- Bonnes connaissances en travaux et aménagement
- Bonnes connaissances de l'écologie des systèmes
- Bonnes connaissances du monde rural
- Connaissances en matière de règlementation environnementale
- Goût du contact et aisance relationnelle
- Très bonne expression orale, y compris pour de la prise de parole en public,
- Capacité de négociation et d'animation et force de conviction,
- Aptitude au travail en équipe et en réseau,
- Très bonne expression écrite
- Esprit d'initiative, sens des responsabilités et de l'intérêt général
- Sens de la rigueur, de l'organisation, esprit de synthèse
- Maîtrise des logiciels courants de bureautique
- Compétences souhaitées en utilisation de données SIG

Statut, diplômes, expérience et niveau de formation souhaité

- réservé aux agents titulaires de catégorie A+ de la fonction publique d'Etat (IPEF, IDTPE, IDAE…) ou de la fonction publique territoriale, par voie de détachement ou de mutation
- expérience requise en management,
- expérience requise de conduite de politiques publiques d'aménagement du territoire ou de développement durable, de préférence en milieu rural,
- permis de conduire B.

Disponibilité

Poste susceptible d'être vacant au 1er octobre 2017

Modalités de dépôt des candidatures

Les candidats adresseront une lettre de motivation, un curriculum vitae ainsi qu'un arrêté de situation administrative, **avant le 3 septembre 2017**

- **par courriel avec accusé de réception à : carine.thomas@cevennes-parcnational.fr**
- ou, le cas échéant, par courrier à l'attention de Mme la Directrice,
  Parc national des Cévennes, 6 bis place du Palais 48400 FLORAC-TROIS-RIVIERES

Une première sélection des candidats se fera sur dossier.

La direction convoquera les candidats sélectionnés pour les auditionner **le vendredi 8 septembre 2017.**

Toute personne ayant fait acte de candidature sera informée par courriel des suites données à cet appel à candidature.

Pour toute information complémentaire, s'adresser à :

Mme Céline BILLAULT, secrétaire générale du Parc national des Cévennes

tél : 04 66 49 53 28 - celine.billault@cevennes-parcnational.fr

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation

Institut Français du Cheval et de l'Equitation
Cluny

Directeur du GIP Equivallée

N° du poste : **Catégorie :** A	
Cotation parcours professionnel postes catégorie A(*) : 3	
Poste susceptible d'être vacant	
Présentation de l'environnement professionnel	L'Institut Français du Cheval et de l'Équitation est un établissement public administratif sous double tutelle des Ministères en charge de l'agriculture et des sports. Il est issu du rapprochement des Haras Nationaux et de l'École Nationale d'Équitation. Conformément au contrat d'objectifs et de performance 2014-2017 signé avec ses tutelles, l'Ifce a pour principales missions de : - organiser de nouvelles modalités d'appui à la filière, pertinentes et efficaces. - accompagner le sport de haut niveau ; - renforcer la recherche, le développement, le transfert de connaissances ; vulgariser et diffuser les résultats en vue d'une appropriation par tous les acteurs socio-économiques - développer une formation professionnelle adaptée aux besoins exprimés ; - garantir la traçabilité et l'identité des équidés ; - valoriser son patrimoine matériel et immatériel.
Objectifs du poste	Dans le cadre de l'appui à la filière l'Ifce souhaite accompagner la création du GIP en engageant localement une partie des ressources humaines consacrées à la valorisation sportive et culturelle du Haras national de Cluny. Placé sous l'autorité hiérarchique du Directeur de la délégation territoriale Bourgogne Franche Comté, le poste correspond à un engagement à temps plein d'un ingénieur de projets et développement dans la fonction de Directeur du GIP « Equivallée Haras national de Cluny », sous l'autorité fonctionnelle du président du conseil d'administration du GIP.
Description des missions à exercer ou des taches à exécuter	- Participation au développement économique local : Le directeur / la directrice est responsable du développement des activités du GIP sur le site et définit les moyens à mettre en oeuvre pour assurer la promotion et la notoriété du site. Il/Elle doit aussi être force de proposition auprès des membres de la structure pour développer et diversifier les activités (vision, prospective, stratégie et positionnement du GIP avec et au service de l'ensemble des acteurs de la filière cheval). Il/Elle recherche à professionnaliser le démarchage et l'accueil auprès des porteurs de projets liés à l'activité équine. Il/Elle identifie les niches activités et les entreprises cibles et assure une prospection active visant à susciter l'implantation et accompagne les projets d'entreprises. Il/Elle doit rechercher des sponsors et/ou mécènes. - Pilotage du GIP : management des équipes Il/Elle encadre et assure l'autorité fonctionnelle et hiérarchique selon les cas, de tous les agents mis à disposition du GIP, agents IFCE, la ville ou autres, agents propres du GIP. Il/Elle coordonne les activités accueillies sur le site en assurant le management /encadrement de son équipe opérationnelle et des opérateurs intervenant sur le site. Il/Elle s'assure de la bonne marche de l'ensemble du site et sa maintenance patrimoniale. Définition et mise en œuvre des outils de pilotage : Il/Elle est responsable de la gestion administrative et financière du GIP (élaboration et exécution du budget, respect du code des marchés publics, élaboration des conventions de partenariat…) Etablissement d'un relationnel étroit avec les membres du GIP et ses partenaires : Il/Elle s'assure des bonnes relations avec les professionnels de la filière équine, l'ensemble des organisateurs de manifestations se déroulant sur le site, et les

<table>
<tr><td></td><td colspan="2">fournisseurs et instances locales et développe le partenariat. Il/Elle assure aussi les relations avec les membres du conseil d’administration, les services de l’État et les collectivités partenaires, ainsi que celles avec les organismes chargés de la promotion et du développement de la filière équine et les fédérations sportives équestres.</td></tr>
<tr><td>Champ relationnel du poste</td><td colspan="2">En interne : « Equivallée Haras national de Cluny » reste sous l'autorité hiérarchique du directeur de la délégation territoriale Bourgogne Franche Comté.

En externe :
- Cette personne travaille sous l’autorité opérationnelle du Président du conseil d'administration du GIP
- Le directeur / la directrice du GIP aura aussi à travailler en réseau avec d'autres directeurs/directrices de GIP/SEM sur d'autres sites ex Ifce.</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Compétences liées au poste</td><td>Savoirs :</td><td>Savoir-faire :</td></tr>
<tr><td>- Connaissance de la filière et de ses institutions
- Aménagement du territoire – Développement économique et social
- Environnement institutionnel
- Gestion de projet
- Management
- Expression écrite
- Expression orale
- Communication
- Marketing</td><td>- Etre orienté vers l’action / le résultat
- Avoir de la force de conviction
- Apprécier le travail d’équipe
- Polyvalence, rigueur, relationnel, esprit d’équipe, investissement dans l’action
- Etre force de proposition, d’initiative et savoir anticiper</td></tr>
<tr><td>Personne à contacter</td><td colspan="2">M. Daniel LAGNEAUX – Tél. : 06 78 46 72 13
courriel : daniel.lagneaux@ifce.fr</td></tr>
</table>

Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt

Institut Français du Cheval et de l'Equitation
Chazey sur Ain

Directeur de délégation territoriale

N° du poste : **Catégorie :** A	
Cotation parcours professionnel postes catégorie A(*) :	3
Poste vacant	
Présentation de l'environnement professionnel	L'Institut Français du Cheval et de l'Équitation est un établissement public administratif sous double tutelle des Ministères en charge de l'agriculture et des sports. Il est issu du rapprochement des Haras Nationaux et de l'École Nationale d'Équitation. Conformément au contrat d'objectifs et de performance 2014-2017 signé avec ses tutelles, l'Ifce a pour principales missions de : - organiser de nouvelles modalités d'appui à la filière, pertinentes et efficaces. - accompagner le sport de haut niveau ; - renforcer la recherche, le développement, le transfert de connaissances ; vulgariser et diffuser les résultats en vue d'une appropriation par tous les acteurs socio-économiques - développer une formation professionnelle adaptée aux besoins exprimés ; - garantir la traçabilité et l'identité des équidés ; - valoriser son patrimoine matériel et immatériel.
Objectifs du poste	Le directeur de délégation territoriale est le représentant de l'Ifce dans la région Auvergne-Rhône-Alpes. Il est responsable de la conduite des objectifs de l'Ifce sur son territoire et de l'utilisation des moyens attribués. Il assure le management de proximité des équipes affectées sur son territoire.
Description des missions à exercer ou des taches à exécuter	Activités principales - Met en œuvre le projet d'établissement au niveau territorial - Gère l'ensemble des moyens et personnels en poste sur sa délégation, sur lesquels il a autorité - Anime et coordonne les différentes équipes locales - Planifie les programmes d'activités en fonction des objectifs prévus - Définit les orientations, la programmation et la conduite des opérations liées à son développement - Conduit les relations avec les différents partenaires, notamment avec les conseils régionaux des équidés - Elabore et met en oeuvre la programmation des activités (objectifs, moyens, reporting) - Anime et coordonne l'ensemble des programmes relatifs : au recueil et à la diffusion de l'information, à la formation, à l'innovation, aux conseils et études, à la valorisation des sites. - Assure l'autorité hiérarchique sur les responsables chargés de l'encadrement managérial des équipes de l'Ifce présentes sur le territoire - Participe au CODIR - Préside les Comité Technique (CT) et Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail (CHSCT) territoriaux - Participe au développement du Centre de Ressources et d'Expérimentations du Cheval au Travail (CRECAT), rattaché à ce territoire, et à son plateau expérimental d'Aurillac (développement de partenariats régionaux, nationaux et internationaux, appui à l'élaboration de protocoles expérimentaux) Activités annexes - Contribue à des missions nationales autres que celles développées dans le cadre du CRECAT

	Conditions particulières de travail - Management d'équipes à distance - Horaires variables - Disponibilité accrue - Déplacements professionnels fréquents	
Champ relationnel du poste	En interne : - Direction générale - Directeurs centraux - Ensemble des agents de sa délégation territoriale - Réseau des directeurs de délégation territoriale et des pôles nationaux (membres du CODIR) - Responsable du CRECAT - Equipe du pôle développement, innovation et recherche En externe : - Collectivités territoriales - Services de l'Etat - Organismes professionnels agricoles ou spécialisés (notamment les conseils régionaux des équidés) - Partenaires techniques et scientifiques de l'Ifce, notamment Etablissements publics scientifiques et techniques & Ecoles nationales supérieures agronomiques (dans le cadre des missions du CRECAT) - Professionnels de la traction équine	
Compétences liées au poste	**Savoirs :**	**Savoir-faire :**
	Connaissance de la filière et de ses institutions Activités sportives Aménagement du territoire – Développement économique et social Environnement institutionnel Economie de la filière Economie des entreprises Achats publics Utilisation de logiciels Gestion de projet Management Expression écrite (Expression orale Relations avec les partenaires de l'Ifce	Etre force de proposition et d'initiative Avoir de la force de conviction Avoir le sens des relations humaines Etre orienté vers les partenaires/usagers/clients Avoir le sens de l'efficience Savoir gérer les situations difficiles
Personnes à contacter	M. Jean CEZARD courriel : jean.cezard@ifce.fr M. Philippe CHANTEUR – Tél. : 05.55.98.59.17 courriel : philippe.chanteur@ifce.fr	

Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt.
FranceAgriMer
12 rue Henri Rol-Tanguy – TSA 20002 – 93555 Montreuil cedex

Mission d'Audit interne

Adjoint(e) au Responsable de la Mission

N° de poste : 170801	**Catégorie** : **A**
Cotation parcours professionnel : **2** *en cours de validation*	**Groupe RIFSEEP : G 2 si corps des attachés d'administration de l'Etat**
Poste vacant	**Localisation** : **Montreuil (93)**
Présentation de l'environnement professionnel	La Mission d'Audit interne a pour rôle d'évaluer le bon fonctionnement du dispositif de contrôle interne et de faire toutes préconisations pour l'améliorer dans tous les domaines : - au plan communautaire, évaluer la régularité de la gestion des aides de FranceAgriMer en tant qu'organisme payeur (ou dans des domaines assimilés : FEAMP, FEAD, …) ainsi que celle de certains domaines horizontaux privilégiés par la Commission européenne (gestion des créances, gestion des cautions, gestion des déclarations de dépenses, etc.), - au plan des aides nationales, évaluer également les modalités de gestion, en vue, par exemple, de donner des garanties aux instances nationales de contrôle dans le cadre de la LOLF (MCGEF, CEGEFI, Cour des Comptes française, etc.), - en fonction du programme défini chaque année par le Comité d'audit, effectuer des missions sur tout autre domaine : fonctionnement, organisation, qualité, etc., - éventuellement, assurer des missions d'audit interne que la Direction générale ou une direction pourrait lui demander hors programme annuel. La Mission d'Audit interne participe activement aux travaux en vue de l'obtention et de la conservation de la certification ISO 27001 de son SMSI
Objectifs du poste	- En appui du responsable, il participe à la gestion de la Mission d'Audit interne sous tous les aspects de son fonctionnement, et, en particulier, au pilotage et à la révision de l'ensemble des missions d'audit fixées au programme annuel en respectant la déontologie professionnelle et les règles internationales d'audit interne, tout en s'assurant de l'atteinte des indicateurs prévus au contrat d'objectif du responsable. - Il participe également à la supervision de l'ensemble des étapes des missions, afin de contribuer à donner une assurance raisonnable à la Direction générale, aux Directions et à l'Agent comptable sur le niveau de contrôle interne et de maîtrise des activités.
Description des missions à exercer ou des taches à exécuter	Avec le responsable, il assure la bonne gestion de l'équipe en : - veillant à l'adéquation entre les moyens du service et les missions qui lui sont confiées ; - veillant à la compétence des agents, notamment à leur formation initiale et permanente ; - assurant le suivi de l'état d'avancement des travaux d'audit et du programme ; - prenant, si nécessaire, la décision d'auto saisine du service, conformément au point 4.2. de la charte d'audit dont il veille, le cas échéant, à l'actualisation. Il appuie le responsable pour veiller au respect des indicateurs d'activité et de performance validés par la Direction générale et, en particulier, à la réalisation chaque année du programme annuel d'Audit, validé par le Comité d'Audit, ... Il contribue personnellement à la réalisation du programme d'audit en consacrant une part de son temps à des missions d'audit interne, seul ou en équipe. Il remplace, en tant que de besoin, le responsable de la Mission d'Audit interne aux réunions concernant l'Audit interne, par exemples, Comité de Direction dédié, Comité de Pilotage du SMSI, en particulier la Revue de Direction du SMSI, Comité de Pilotage des Suites d'Audit et de Prévention de l'Apurement, Comité du Contrôle interne, suivi de la piste d'audit avec les organismes délégués,… Dans le déroulement de chaque mission, avec le responsable, il participe : - à la validation de l'analyse règlementaire, à la définition des points-clés servant de point de départ aux investigations, à l'analyse de risques qui y est éventuellement associée, à la définition du plan des investigations, des questionnaires et des méthodes d'investigation retenues ; - aux réunions d'ouverture avec les audités ; - éventuellement, à la réalisation des missions ; - éventuellement, aux réunions de validation avec les audités ; - à la révision des travaux d'audit, du rapport et du dossier d'audit ; - à la validation de l'ensemble des conclusions et des travaux d'audit ; - au pilotage de la phase de clôture des missions d'audit et à la présentation à la Direction générale du projet des décisions à mettre en œuvre en conclusion de celles-ci ;

<table>
<tr><td></td><td colspan="2">- à la diffusion du rapport d'audit et de la décision de la Direction générale général portant plan d'amélioration ;
- au suivi de la mise en œuvre d'un programme d'assurance et d'amélioration qualité concernant l'exécution des missions d'audit.
Ensemble,
- ils procèdent au suivi de la mise en œuvre des décisions prises par la Direction générale en conclusion des missions précédentes, y compris en préparant et animant les séances du Comité de pilotage des suites d'Audit et de Prévention de l'Apurement (COPILSAPA) tenues sur ces sujets,
- ils préparent les programmes annuels et quinquennaux d'audit et les réunions du Comité d'Audit,
- ils assurent la relation de la Mission d'Audit avec l'ensemble des instances de contrôle externes nationales, en particulier la CCCOP et l'Instance de supervision, et internationales, en étroite coordination avec les services appropriés de FranceAgriMer,
- ils assurent la responsabilité de 3 des 14 processus du SMSI de l'Etablissement et, notamment, celle de la Revue de Direction du SMSI ;
- ils veillent à la mise à jour périodique du Manuel de procédures de l'Audit interne,
- ils veillent au transfert des compétences au sein de la Mission comme auprès d'étudiants en audit ; ils assurent la promotion du contrôle interne dans l'Établissement et peuvent formuler des conseils ou des avis sur les questions de régularité et de procédures.</td></tr>
<tr><td>Champ relationnel du poste</td><td colspan="2">- L'ensemble des services de l'Établissement, au siège comme en délégations nationales ou en Service territoriaux
- L'ensemble des services et instances extérieurs à l'Établissement en relation avec l'Audit interne : CCCOP, DGDDI, DGCCRF, Cours des comptes européenne et nationale, FEAGA, FEADER, FEAMP, FEAD, etc.</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Compétences liées au poste</td><td>Savoirs / Connaissances</td><td>Savoir faire / Maîtriser :</td></tr>
<tr><td>- Connaissances théoriques et pratiques des mesures gérées par FranceAgriMer : mesures nationales, communautaires, …
- Connaissances théoriques et pratiques dans les domaines du contrôle, de l'organisation administrative, budgétaire et comptable d'un établissement public ;
- Connaissances en matière de certification qualité d'organisation du travail ; en comptabilité générale privée comme publique, …
- Connaissances théoriques et pratiques du contrôle interne et de l'audit interne appréciées.</td><td>- Aptitude marquée à l'animation d'équipe.
- Une expérience managériale serait fortement appréciée.
- Maîtrise des outils bureautiques Word, Excel, ...
- Capacité rédactionnelle indispensable.
- De bonnes connaissances informatiques sur les systèmes, les applications et les matériels seraient appréciées.

Propension pour les relations humaines et pour l'animation de groupe, forte capacité d'écoute, sens de l'organisation et de la planification des tâches, rigueur d'analyse, esprit de synthèse, autonomie, discrétion et sens du respect de la confidentialité, aptitude au travail en équipe</td></tr>
<tr><td>Personnes à contacter</td><td colspan="2">François BLIARD, Responsable de la Mission d'Audit interne
Tel: 01.73.30.25.82 francois.bliard@franceagrimer.fr

Dany GAIGNIOT, Cheffe de l'unité développement des RH
Tel : 01.73.30.34.01 mobilite@franceagrimer.fr</td></tr>
</table>

Date limite de dépôt de candidature : lundi 4 septembre 2017

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation

FranceAgriMer

Direction Régionale de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Forêt Hauts-de-France – Service FranceAgriMer

518 rue Saint Fuscien – CS 90069 – 80094 Amiens

Chef(fe) du pôle contrôles et aides nationales

N° de poste : 170802	**Catégorie : A**
Cotation parcours professionnel : **2** *en cours de validation*	**Groupe RIFSEEP : G 2 si corps des attachés d'administration de l'Etat**
Poste vacant	**Localisation : Lille (59)**

Présentation de l'environnement professionnel	Au sein de la DRAAF Hauts-de-France, le service territorial FranceAgriMer composé de deux pôles est chargé de la mise en œuvre de l'ensemble des missions de contrôle, d'instruction et de liquidation des aides nationales et communautaires, du traitement des informations et de l'animation des filières qui sont du ressort de l'établissement.
Objectifs du poste	Assurer la responsabilité de chef(fe) de pôle sur les deux volets ; Contrôles (mesures communautaires et mesures nationales) et Aides Nationales (mise en œuvre et promotion de dispositifs d'accompagnement des filières agricoles et agroalimentaires). Assurer à l'échelle de la région Hauts de France, la responsabilité de la réalisation des contrôles conformément aux instructions nationales et dans le respect des délais. Assurer le lien avec les partenaires institutionnels et professionnels et participer à la mise en œuvre ainsi qu'au développement de synergies entre services notamment.
Description des missions à exercer ou des tâches à exécuter	- Assurer le management du pôle, composé de contrôleurs pluri-filières et de gestionnaires instructeur liquidateur ; 5 agents sur le site de Lille et 2 agents sur le site d'Amiens **Contrôles** - Assister aux réunions nationales de pilotage des contrôles, - Assurer la coordination dans la mise en œuvre des contrôles entre les deux sites Amiens et Lille ; partage des informations – mutualisation des pratiques – retours d'expérience, - Participer en lien avec le chef de service à la priorisation des objectifs et à la planification des contrôles à l'échelle de la région, - Superviser les contrôles ou partie des contrôles en collaboration avec le chef de service et son adjointe, - Suivre l'avancée des plans de contrôle et rendre compte, - Accompagner en tant que de besoin les contrôleurs sur le terrain, - Participer à la réalisation de bilans périodiques sur la mise en œuvre des contrôles. **Aides nationales** - Organiser et planifier les activités du pôle en liaison avec le chef de service et la cheffe de pôle du site d'Amiens (adjointe au chef de service), - Apporter un soutien technique aux agents en tant que de besoin et, contribuer au développement de leurs compétences, - Superviser l'instruction des aides, - Assurer un suivi des aides régionalisées mises en œuvre autant d'un point de vue quantitatif - Promouvoir les dispositifs d'aides de FranceAgriMer et assurer un suivi des filières régionales.
Champ relationnel du poste	En interne : les autres agents des services de la DRAAF et les agents des services centraux (Service Contrôles et Normalisation FranceAgriMer Montreuil). En externe : les opérateurs contrôlés (abattoirs, organisations de producteurs, œuvres caritatives...), les autres institutions (DDPP, DDTM...), les acteurs des filières agricoles et agroalimentaires.

	Savoirs	Savoir-faire
Compétences liées au poste	- Connaissance des techniques de contrôle, du contexte d'organisme payeur - Réglementations applicables aux secteurs contrôlés concernés (nationaux et communautaires) - Méthodologie de contrôle et appréciation des risques - Connaissances en comptabilité générale - Connaissance des opérateurs et de leurs filières	- Technique de management - Maîtriser les applications informatiques dédiées - Faire preuve de rigueur et d'organisation - Rendre compte - Savoir respecter les délais
Personnes à contacter	Luc MAURER – Directeur – Tél. : 03 22 33 55 00 luc.maurer@agriculture.gouv.fr Xavier LOUVET – chef de service – Tél : 03 62 28 40 63 xavier.louvet@franceagrimer.fr Dany GAIGNIOT – cheffe de l'unité développement des RH – Tél. : 01.73.30.34.01 mobilite@franceagrimer.fr	

Date limite de dépôt de candidature : lundi 4 septembre 2017

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation
FranceAgriMer

Direction Régionale de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Forêt Nouvelle Aquitaine
Service FranceAgriMer

22 rue des pénitents blancs – 87039 Limoges cedex 1

Responsable de l'unité élevage (F/H)

N° de poste : 170803	**Catégorie : A**
Cotation parcours professionnel : 2 *en cours de validation*	**Groupe RIFSEEP : G 2 si corps des attachés d'administration de l'Etat**
Poste vacant	**Localisation : Limoges (87)**

Présentation de l'environnement professionnel	Au sein du service FranceAgriMer de la DRAAF Nouvelle-Aquitaine, l'unité « Elevage» basée à Limoges assure la gestion du dispositif national « Assistance technique » et l'animation des filières animales.
Objectifs du poste	Assurer, sous l'autorité hiérarchique du chef de service et son adjoint : - le pilotage du dispositif national « Assistance technique » (rédaction de l'appel à projet régional, instruction des dossiers, comité sélection, conventionnement, liquidation, supervisons des différentes étapes) - l'analyse et la valorisation des données de cotation, - l'animation des filières animales, - la représentation auprès des professionnels de l'élevage
Description des missions à exercer ou des tâches à exécuter	- Encadrer le/la gestionnaire en charge du dispositif national « Assistance technique » ; - Organiser et planifier les travaux dans des délais impartis et dans le respect des guides de procédure et décisions nationales ; - Assurer le suivi continu et la supervision des dossiers ; - Assurer le suivi de la réglementation et des procédures en relation avec le service du siège puis leur diffusion - Assurer le suivi des tableaux de bord et assurer le pilotage en relation avec le chef de service et son adjoint ; - Participer aux relations fonctionnelles et institutionnelles de l'établissement au niveau régional en relation avec le chef de service et son adjoint ; - Mobiliser ses connaissances et compétences pour des projets transversaux avec les autres - services ou les pôles filières de la DRAAF Nouvelle-Aquitaine ; - Contribuer à la rédaction de notes de synthèse, courriers, expertises.
Champ relationnel du poste	Bénéficiaires des différents dispositifs notamment professionnels et entreprises des filières de l'élevage ; Equipe des unités métiers du siège de FranceAgriMer ; Chefs des unités du service, des autres services et des pôles filières de la DRAAF ; Représentants d'autres administrations.

	Savoirs	Savoir-faire
Compétences liées au poste	- Connaissance des politiques agricoles, des réglementations nationales et communautaires ; - Connaissance des filières de l'élevage, de son économie et du fonctionnement des marchés ; - Connaissances scientifiques et techniques dans le secteur des productions animales.	- Maîtrise des techniques de communication et de management ; - Autonomie, adaptabilité et réactivité; - Aptitude à l'organisation, la planification ; - Esprit d'analyse et de synthèse ; - Maîtrise des applications spécifiques ; - Aptitude au dialogue et à la négociation ; - Animation de réunions ; - Rédaction de notes de synthèses, courriers
Personnes à contacter	Valérie LAPLACE, Cheffe du service FranceAgriMer Nouvelle-Aquitaine -Tél. : 05.35.31.40.43 valérie.laplace @franceagrimer.fr Hervé LEGER, Chef de service adjoint et responsable du site de Poitiers – Tél. : 05.49.0311.39 herve.leger@franceagrimer.fr Dany GAIGNIOT - Cheffe de l'unité développement des RH – Tél. : 01.73.30.34.01 mobilite@franceagrimer.fr	

Date limite de dépôt de candidature : lundi 4 septembre 2017

Date : 27/07/2017

Poste à pourvoir	**Technicien de laboratoire en microbiologie des aliments (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 3**
Type de contrat	**Contrat à durée déterminée de droit public 6 mois**
Localisation	**Maisons-Alfort (94)**
Prise de fonction	**Dès que possible**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITE D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs. Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 130 millions d'euros au budget annuel
- 8000 avis émis depuis 1999
- 80 mandats de référence nationale
- 250 publications scientifiques par an
- 100 doctorants et post-docs

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Département / Service recruteur

Laboratoire de sécurité des aliments de Maisons-Alfort
Unité Laboratoire Central des Services Vétérinaires (LCSV)

Missions / contexte

Le Laboratoire de sécurité des aliments apporte à la décision publique, une expertise scientifique à la fois généraliste sur la qualité et la sécurité sanitaire des denrées alimentaires, mais aussi plus spécifique sur certaines filières de transformation. Le laboratoire concentre ses travaux sur les dangers biologiques (bactéries, virus, parasites) et chimiques (toxines, métaux, pesticides, polluants organiques, histamine) présents ou susceptibles d'être présents dans les aliments, et tout particulièrement au stade de leur distribution et de leur consommation

Le Laboratoire Central des Services Vétérinaires est un laboratoire d'analyses des aliments pour les Directions Départementales de la Protection des Populations (DDPP ex DDSV – services vétérinaires) de la région parisienne.

L'unité, constituée de 7 personnes, est agréée par le Ministère de l'Agriculture et accréditée par le COFRAC pour la réalisation des analyses microbiologiques dans le cadre des contrôles officiels des aliments. L'activité principale de l'unité est la mise en évidence des pathogènes bactériens à l'origine de Toxi-Infection Alimentaire (Collective ou non, TIA ou TIAC). Celle-ci est aussi amenée à réaliser des contrôles de denrées alimentaires selon les critères microbiologiques définis dans le Règlement européen 2073/2005 ou bien de réaliser des analyses dans le cadre de plans de surveillance ou de contrôle.

Les pathogènes bactériens sur lesquels se porte l'activité de l'unité sont notamment, *Bacillus cereus* présomptifs, Staphylocoques à coagulase positive, *Clostridium perfringens*, *Salmonella* spp., *Listeria monocytogenes* et *E. coli* producteurs de Shiga-toxines (STEC) L'unité met en œuvre ces analyses à l'aide de méthodes de bactériologie conventionnelle selon des référentiels normalisées mais aussi par le biais de méthodes alternatives validées Afnor, des méthodes immuno-enzymatiques de type VIDAS® ou de biologie moléculaire (PCR temps-réel) sont aussi employées.

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Sous l'autorité du chef d'unité et en collaboration avec les autres personnes de l'unité, l'agent aura pour mission de réaliser des analyses bactériologiques par des méthodes de microbiologie conventionnelle, notamment dans le cadre d'investigation de toxi-infections alimentaires.

Activités

A ce titre, l'agent sera chargé :

- ✓ de réceptionner et d'enregistrer les échantillons transmis par les DDPP,
- ✓ de réaliser des analyses (recherche et dénombrement de bactéries pathogènes alimentaires) selon les normes et procédures en vigueur avec la réactivité nécessaire en cas d'urgence,
- ✓ de gérer un stock de consommables,
- ✓ de nettoyer et entretenir son matériel et environnement de travail.

Conditions particulières

En cas d'urgence avérée, travail le week end.

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis

BAC + 2 (BTS ou DUT) ou licence professionnelle dans le domaine de la microbiologie souhaité.
Minimum bac

Expériences similaires

Expérience dans le domaine de l'analyse microbiologique des produits alimentaires.
Expérience souhaitée dans un laboratoire accrédité COFRAC.

Compétences

- ✓ Maîtrise des techniques de microbiologie conventionnelle (recherche et dénombrement).
- ✓ Maîtrise des logiciels bureautiques (traitement de texte, tableur).
- ✓ Connaissance en assurance qualité au laboratoire (NF EN ISO 17 025).
- ✓ Bon relationnel et aptitude au travail en équipe.
- ✓ Capacité d'autonomie, de polyvalence, d'organisation et de rigueur.

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 31 août 2017

Renseignements sur le poste : Agnès CHAMOIN courriel : agnes.chamoin@anses.fr

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) **en indiquant la référence 2017-094 à :** recrutement@anses.fr

Date : 28/07/2017

Poste à pourvoir	**Directeur de laboratoire (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 1, Directeur de recherche ou agent titulaire de catégorie A+**
Type de contrat	**Contrat à durée indéterminée de droit public, détachement ou affectation**
Localisation	**Angers (49)**
Prise de fonction	**Poste susceptible d'être vacant**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.
Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, d'alerte et de conseil scientifique et technique ; ils contribuent à la mise en œuvre de la surveillance épidémiologique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 130 millions d'euros au budget annuel
- 8000 avis émis depuis 1999
- 80 mandats de référence nationale et européens
- 250 publications scientifiques par an
- 100 doctorants et post-docs

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse

Laboratoire de la santé des végétaux (LSV)

Missions / contexte

Le Laboratoire de la santé des végétaux est l'organe de référence et d'appui scientifique et technique de l'Anses en matière de risques pour la santé des végétaux. Ses activités contribuent, au sein de l'Agence, à l'approche globale de l'évaluation des risques.
Ses attributions couvrent toutes les disciplines relatives à la santé du végétal :
- identification des organismes phytopathogènes et pathogènes tropicaux,
- détection des Organismes Génétiquement Modifiés (OGM)
-expertise sur les plantes invasives dans les milieux cultivés
- identification des ravageurs

Il participe, dans son domaine d'intervention, à l'accomplissement des missions de référence, de recherche, de veille, d'épidémiologie et d'expertise scientifique et technique de l'Agence.
Le Laboratoire de la santé des végétaux comprend 76 personnes et une dizaine de CDD/doctorants sur 6 sites spécialisés. Localisées à Angers, Montpellier, Nancy, Rennes et Saint Pierre de La Réunion, ces unités spécialisées couvrent respectivement la bactériologie, la virologie et les OGM, l'entomologie et les plantes invasives, la mycologie, la nématologie, et les ravageurs et agents pathogènes tropicaux. La station de Clermont-Ferrand contribue à ces activités mais assure essentiellement la quarantaine des végétaux introduits sur le territoire européen en dérogation aux règles générales phytosanitaires.
Deux unités transversales, localisées à Angers, animent les travaux de ses six unités. Il dispose également de services techniques et administratifs en propre.

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

En lien avec la Direction générale de l'agence et la Direction de la stratégie et des programmes, vous définirez les orientations du LSV et veillerez à leur mise en œuvre en répondant aux recommandations issues du process d'évaluation quadriennale des laboratoires. En étroite collaboration avec votre adjoint et en vous appuyant sur les managers du laboratoire, vous développerez l'efficacité des équipes autour d'un projet commun visant leur cohésion dans un laboratoire multi-sites. Vous vous assurerez de la fiabilité des procédures et de la traçabilité mises en œuvre dans les travaux scientifiques du laboratoire. Vous faciliterez le développement de partenariats internes, régionaux, nationaux et internationaux pertinents pour la cohésion de l'agence, pour le développement des activités de recherche et pour l'efficience des travaux de référence et de surveillance sanitaire. Vous vous assurerez d'une gestion rigoureuse en optimisant les moyens financiers et humains. Vous veillerez à la sécurité des locaux et à la mise en œuvre des mesures nécessaires à la protection des agents et de leurs conditions de travail. Vous proposerez et mettrez en œuvre les investissements immobiliers et scientifiques indispensables à l'évolution durable de la vie scientifique du laboratoire. Vous définirez ou maintiendrez pour le laboratoire une politique qualité et un système de management de la qualité adaptés aux objectifs fixés. Vous assurerez la contribution du Laboratoire à l'alerte et la veille sanitaires.

Activités

- Participer et contribuer au Comité de direction de l'agence
- Proposer les orientations quadriennales et les programmes de travail annuels du Laboratoire sur la base de l'analyse, avec les équipes de direction, de l'agence et du Laboratoire, des recommandations issues de l'évaluation quadriennale, des objectifs du Contrat d'objectif et de performance signé avec les tutelles ministérielles et des évolutions du contexte de travail
- Définir le budget prévisionnel de fonctionnement et d'investissement et s'assurer de la bonne exécution des budgets alloués et Accompagner et assurer la recherche de financements externes
- Assurer les conditions de travail pour préserver la santé des agents et créer les conditions d'une vie scientifique partagée au sein du laboratoire
- Proposer et mettre en œuvre les évolutions de l'immobilier du laboratoire
- Assurer la mise en œuvre des mesures de sécurité, de prévention des risques et du management de la qualité
- Contribuer aux travaux transversaux visant à établir des synergies internes
- Ancrer le laboratoire dans le tissu régional, auprès des collectivités comme des partenaires académiques ; développer des synergies partenariales

Conditions particulières

- Astreinte en cas d'alerte sanitaire
- Le titulaire de ce poste est soumis à une Déclaration publique d'intérêts*.

* *Cette démarche s'inscrit dans le cadre des règles de déontologies de l'Anses. Elles garantissent le respect des obligations notamment d'indépendance et de réserve de ses agents.*

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes

Au minimum BAC + 5 dans les domaines de la biologie - Doctorat en biologie
HDR appréciée

Expériences

Cadre supérieur ayant une solide expérience :

- de management opérationnel d'équipes importantes,
- dans le domaine de la recherche et de l'animation scientifique.

Compétences

- Capacité à définir des orientations et mener une équipe sur des objectifs définis
- Maîtrise des techniques de management d'équipe et de conduite de changement, gestion de projets,
- Autonomie, sens de la rigueur, de l'organisation et de la planification,
- Capacité d'écoute et d'intégration des attentes des interlocuteurs ;
- Maîtrise de l'anglais
- Fortes aptitudes au dialogue avec des acteurs pluridisciplinaires;
- Connaissance de l'organisation et des mécanismes de financement de la recherche
- Connaissance et vision de la trajectoire des politiques publiques
- Aptitude à diriger des recherches appréciée

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 1er septembre 2017

Renseignements sur le poste :

- Pascale PARISOT, Directrice générale déléguée recherche et référence (pascale.parisot@anses.fr),
- Nicolas CANIVET, Directeur direction de la stratégie et des programmes (nicolas.canivet@anses.fr)

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) **en indiquant la référence 2017-095 à** : recrutement@anses.fr

Date : 01/08/2017

Poste à pourvoir	**Directeur de laboratoire (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 1, Directeur de recherche ou agent titulaire de catégorie A+**
Type de contrat	**Contrat à durée indéterminée de droit public, détachement ou affectation**
Localisation	**Fougères(35)**
Prise de fonction	**Dès que possible**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.
Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, d'alerte et de conseil scientifique et technique ; ils contribuent à la mise en œuvre de la surveillance épidémiologique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 130 millions d'euros au budget annuel
- 8000 avis émis depuis 1999
- 80 mandats de référence nationale et européens
- 250 publications scientifiques par an
- 100 doctorants et post-docs

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse

Laboratoire de Fougères

Missions / contexte

Le Laboratoire de Fougères contribue principalement à une meilleure connaissance des bénéfices et des risques associés à l'utilisation des médicaments vétérinaires et des désinfectants, par la filière agro-alimentaire.

Il concentre ses travaux sur :
- le dépistage des résidus de médicaments vétérinaires dans les denrées d'origine animale ;
- l'efficacité antimicrobienne des antibiotiques et des désinfectants ;
- la résistance à ces produits ;
- l'évaluation de la toxicité génétique des contaminants alimentaires.

Laboratoire de référence pour les résidus de médicaments vétérinaires et la résistance aux antibiotiques, il participe au contrôle des désinfectants, à la bonne utilisation des médicaments vétérinaires et à la surveillance de la résistance aux antibiotiques, en France et en Europe.

Le Laboratoire de Fougères rassemble 64 agents. En appui de ses travaux, il dispose d'une animalerie, de laboratoires et de services techniques et administratifs en propre.

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

En lien avec la Direction générale de l'agence et la Direction de la Stratégie et des programmes, vous définirez les orientations du laboratoire de Fougères et veillerez à leur mise en œuvre en répondant aux recommandations issues du process d'évaluation quadriennale des laboratoires. En étroite collaboration avec votre adjoint et en vous appuyant sur les managers du laboratoire, vous développerez l'efficacité des équipes autour d'un projet commun visant leur cohésion. Vous vous assurerez de la fiabilité des procédures et de la traçabilité mises en œuvre dans les travaux scientifiques du laboratoire. Vous faciliterez le développement de partenariats internes, régionaux, nationaux et internationaux pertinents pour la cohésion de l'agence, pour le développement des activités de recherche et pour l'efficience des travaux de référence et de surveillance sanitaire. Vous vous assurerez d'une gestion rigoureuse en optimisant les moyens financiers et humains. Vous veillerez à la sécurité des locaux et à la mise en œuvre des mesures nécessaires à la protection des agents et de leurs conditions de travail. Vous proposerez et mettrez en œuvre les investissements immobiliers et scientifiques indispensables à l'évolution durable de la vie scientifique du laboratoire. Vous définirez ou maintiendrez pour le laboratoire une politique qualité et un système de management de la qualité adaptés aux objectifs fixés. Vous assurerez la contribution du Laboratoire à l'alerte et la veille sanitaires

Activités

- Participer et contribuer au Comité de direction de l'agence
- Proposer les orientations quadriennales et les programmes de travail annuels du Laboratoire sur la base de l'analyse, avec les équipes de direction, de l'agence et du Laboratoire, des recommandations issues de l'évaluation quadriennale, des objectifs du Contrat d'objectif et de performance signé avec les tutelles ministérielles et des évolutions du contexte de travail
- Définir le budget prévisionnel de fonctionnement et d'investissement et s'assurer de la bonne exécution des budgets alloués
- Assurer les conditions de travail pour préserver la santé des agents et créer les conditions d'une vie scientifique partagée au sein du laboratoire
- Accompagner et assurer la recherche de financements externes
- Proposer et mettre en œuvre les évolutions de l'immobilier du laboratoire
- Assurer la mise en œuvre des mesures de sécurité, de prévention des risques et du management de la qualité
- Contribuer aux travaux transversaux visant à établir des synergies internes
- Ancrer le laboratoire dans le tissu régional, auprès des collectivités comme des partenaires académiques ; développer des synergies partenariales

Conditions particulières

- Astreinte en cas d'alerte sanitaire
- Le titulaire de ce poste est soumis à une Déclaration publique d'intérêts*.

* *Cette démarche s'inscrit dans le cadre des règles de déontologies de l'Anses. Elles garantissent le respect des obligations notamment d'indépendance et de réserve de ses agents.*

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes

Au minimum BAC + 5 ; domaines de la biologie
Vétérinaire, Ingénieur, Doctorat en biologie ou Médecin

Expériences

Cadre supérieur ayant une solide expérience :
- de management opérationnel d'équipes importantes,
- dans le domaine de la recherche et de l'animation scientifique.

Compétences

- Capacité à définir des orientations et mener une équipe sur des objectifs définis
- Maîtrise des techniques de management d'équipe et de conduite de changement, gestion de projets,
- Autonomie, sens de la rigueur, de l'organisation et de la planification,
- Capacité d'écoute et d'intégration des attentes des interlocuteurs ;
- Maitrise de l'anglais
- Fortes aptitudes au dialogue avec des acteurs pluridisciplinaires;
- Connaissance de l'organisation et des mécanismes de financement de la recherche
- Connaissance et vision de la trajectoire des politiques publiques
- Aptitude à diriger des recherches appréciée

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 1er septembre 2017

Renseignements sur le poste :
- Pascale PARISOT, Directrice générale déléguée recherche et référence (pascale.parisot@anses.fr),
- Nicolas CANIVET, Directeur direction de la stratégie et des programmes (nicolas.canivet@anses.fr)

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) **en indiquant la référence 2017-096 à** : recrutement@anses.fr